



Parti socialiste
du Valais romand

le peuple. VS



Frédéric Favre au LMC de Granges

Edito |



Barbara Lanthemann – Le FC Sion perd son match de coupe de Suisse contre une équipe de ligue inférieure, et voilà qu'on propose une expertise grotesque en suggérant une

équipe composée de « Noirs, mais du Haut-Valais ceux-là, quelques ritals de troisième génération, ou un deux espagnols ou portugais nés ici, et de bons bas-valaisans... ». C'est donc ça! Les Noirs pas du haut, les autres donc, sont forcément responsables des malheurs de l'équipe valaisanne quand elle perd. On oublie vite fait les lauriers qu'on avait tressés quand victorieux de la Coupe, les mêmes noirs d'ailleurs soulevaient le graal devant une foule en délire...

Pendant ce temps, le PSVR avait réuni ses troupes autour d'un congrès et proposait à ses membres de diagnostiquer le Valais d'aujourd'hui et de demain. Innovateur, créatif et audacieux, voilà le défi du PSVR et de ses membres. Quelques mots dans ce diagnostic sont revenus souvent. « Esprit de clocher, nombrilisme, peurs ».

A force de montrer du doigt les responsables de nos malheurs, qui sont forcément toujours les autres, on s'enlise dans une espèce de paresse confortable et on se plaint, chaque jour un petit peu, du mauvais sort que l'on subit. Les autres, ce sont les haut-valaisans, les étrangers, les riches, les conservateurs, les hommes, les propriétaires de chiens, les voisins, etc...

En dehors de cette attitude passive et totalement stérile, il y a forcément une autre voie. Celle de la proposition et de l'action. Celle de la participation. Celle qui consiste à se relever les manches et à tenter autre chose en essayant de convaincre les sceptiques d'accompagner la démarche.

Le mérite de cette attitude revient à toutes celles et tous ceux qui armés de leur conviction, ont donné un sens à la formule « démocratie participative », ce samedi 16 septembre, à Sion.



Test au stress pour Christophe Darbellay



Doris Schmidhalter-Näfen, Présidente SPO, Députée ADG – L'école de

physiothérapie de Loèche-les-Bains est l'unique école bilingue de physiothérapie de Suisse. La qualité de l'école est bonne – les diplômé·es peuvent aisément choisir entre différentes places de travail une fois leur formation terminée. Et pour la région Loèche-les-Bains – Albinen – Inden, les 120 élèves de l'école représentent un atout commercial important en donnant vie à

ces villages. C'est en s'appuyant sur ces facteurs que le gouvernement valaisan s'est prononcé en avril dernier en faveur du maintien de l'école à Loèche-les-Bains.

Darbellay assumera-t-il qu'en lien avec l'école de physiothérapie, on instigue une campagne qui mettrait une fois de plus à mal la cohésion cantonale.

Voilà que le PLR, soutenu par les groupes du PDC du Valais romand,

souhaite aujourd'hui modifier la donne en réévaluant la localisation et transférer ensuite l'école à Sion. Une majorité du Grand-conseil a soutenu le postulat d'un député PLR dans ce sens, la balle est désormais dans le camp du Conseil d'Etat.

Christophe Darbellay était cette année un orateur privilégié du 1er août dans le haut-Valais et promettait alors monts et merveilles. Laissera-t-il tomber Loèche-les-Bains en créant une majorité en faveur de Sion? La localisation Loèche-les-Bains est inscrite sous l'art. 4 de la loi fixant la localisation des écoles

cantonales de degré tertiaire et la contribution des communes sièges. Si changement il devait y avoir, la décision du Grand-Conseil serait soumise à referendum. Darbellay assumera-t-il qu'en lien avec l'école de physiothérapie, on instigue une campagne qui mettrait une fois de plus à mal la cohésion cantonale? Le PS du Haut-Valais et du district de Loèche, tout comme le groupe ADG, s'engageront à tous les niveaux contre la fermeture de l'école à Loèche-les-Bains.

No Billag



Mathias Reynard, Conseiller national – Le Conseil national traite en ce moment

l'initiative «No Billag». Soutenue par l'UDC et les PLR les plus extrémistes, elle demande l'abolition des redevances versées à la SSR ainsi qu'à trente-quatre radios et télévisions régionales.

Son acceptation signifierait la mort immédiate de la SSR, et donc la perte de 13 500 emplois directs et indirects. Mais ce serait aussi la fin du service public sur l'ensemble du territoire. Les rares opérateurs privés qui resteront ne se focaliseront en effet que sur les

Son acceptation signifierait la mort immédiate de la SSR.

groupes d'intérêts, permettant le débat d'idées et la formation de l'opinion publique. Cela est sans doute encore plus indispensable pour faire face aux faits alternatifs. Mais limiter le débat à la seule SSR serait une erreur. Les dégâts collatéraux d'un «oui» seraient irréparables pour le monde du sport (fin du sport en libre accès et du soutien aux événements sportifs régionaux), du cinéma (400 millions investis par la SSR ces vingt dernières années pour 2000 coproductions), de la musique suisse ou encore des divers événements artistiques et festivals dont la survie est étroitement liée à la SSR.

Enfin, rappelons que cette initiative entraînerait également la mort immédiate des radios et télévisions régionales, dont Canal9/Kanal9, Rhône FM, Radio Chablais et Radio Rottu. Elle doit être rejetée sèchement au Parlement puis par le peuple.

Addictions



Emmanuel Amoos, chef de groupe ADG au Grand-Conseil

– Lors de la dernière session du Grand Conseil, plusieurs interventions urgentes ont été déposées relevant des dysfonctionnements entre la fondation Addiction Valais et l'Association des amis et anciens de Rives du Rhône (AAAR).

En plus des groupes politiques annoncés par le Nouvelliste du 16 septembre dernier, le groupe Alliance de Gauche, représenté par Madame la députée Madeline Heiniger, a interpellé le Conseil d'Etat: «Par les questions de cette interpellation, nous ne souhaitons pas nous mettre à la place des professionnels d'Addiction Valais ou des Rives du Rhône, ni critiquer un concept ou un autre. Nous aimerions comprendre ce que nous cautionnons, nous assurer que les

organismes concernés puissent maintenir une offre de qualité pour le millier de personnes qui en bénéficient chaque année en Valais, bien que présentant des âges, des dépendances et des réalités psycho-sociales différentes».

Les réponses apportées par Madame la Conseillère d'Etat Esther Waeber-Kalbermatten nous ont pleinement satisfaites. En

Nous ne voulions pas que le Parlement ne prenne de décision avant qu'une analyse ne soit réalisée.

effet, nous ne voulions pas que le Parlement ne prenne de décision avant qu'une analyse fine et profonde ne soit réalisée. L'annonce de la nomination

rapide d'un expert indépendant satisfait à la fois le codirecteur de la fondation Addiction Valais, Monsieur Ueli Gerber, et le président de l'AAAR, Monsieur Xavier Lavanchy, ainsi que les politiques.

La remise du rapport est prévue pour la fin de l'année et permettra une vision objective de la situation. Le groupe Alliance de Gauche reste attentif à l'évolution du dossier.

Parole aux syndicats | C'est la rentrée



Francine Zufferey

– A l'heure d'une nouvelle rentrée pour les apprentis, il est nécessaire de rappeler que l'encadrement des jeunes en formation doit être suivi sérieusement et que ces jeunes bénéficient de certaines protections et prestations.

Le contrat d'apprentissage est un contrat individuel de travail régi par le code des obligations suisse ainsi que par les lois cantonales et fédérales qui traitent de la formation professionnelle. La loi sur le travail (art.

29 et ss) et des ordonnances traitent notamment des normes de sécurité pour les jeunes travailleurs de moins de 18 ans. Les activités dangereuses sont exclues et la durée du travail est limitée suivant les âges.

Le responsable des apprentis doit disposer d'une attestation de formateur qui l'oblige à former selon des prescriptions. L'entreprise reçoit une autorisation cantonale de former suite à une visite d'un membre représentant l'état, signataire également du contrat d'apprentissage. Lors de fermeture d'entreprise, le service de la formation cantonale devrait être sollicité et des

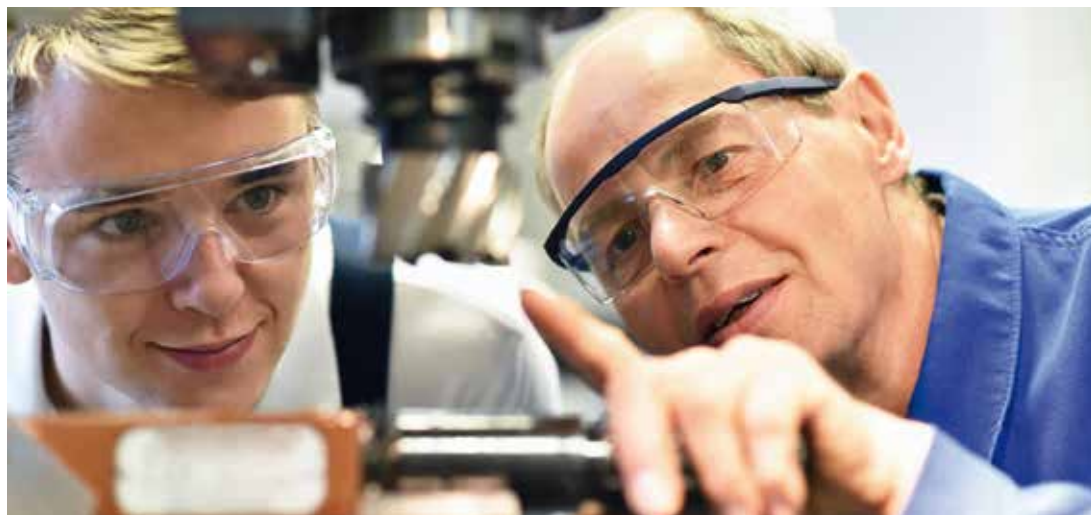
collaborations sont mises en place afin d'essayer de trouver des solutions pour la continuité de la formation. Durant un maximum de trois mois par formation, l'apprenant peut suivre les cours professionnels sans formateur. Par le biais d'un formulaire, des bourses peuvent être octroyées par le département de l'économie et de la formation suivant les revenus des demandeurs ou de leurs parents. Des allocations de formations sont octroyées pour les jeunes en formation de 16 ans à 25 ans.

En vue d'un engagement solidaire, collaboration à une organisation sociale

ou culturelle, un congé jeunesse d'une semaine peut être accordé aux jeunes de moins de trente ans (art. 329 al. e CO).

Il faut également relever que les stages ne sont plus des conditions préalables à un apprentissage. Les

Par le biais d'un formulaire, des bourses peuvent être octroyées par le département de l'économie et de la formation suivant les revenus des demandeurs ou de leurs parents.



stagiaires ne doivent pas être recrutés comme main d'œuvre bon marché où l'on fait miroiter des places d'apprentissage.

L'orientation dans le maquis des prescriptions légales n'est pas toujours évidente, pour plus de précisions, n'hésitez pas à demander conseil aux différents secrétariats des syndicats de l'USV ou à commander la brochure «Jeune, apprenti-e: tes droits de A à Z» auprès du syndicat Unia.

★ Parole à la Gauche | Besoin d'alternative



Olivier Cottagnoud, Coordinateur La Gauche Valaisanne Alternative

– En politique, comme en syndicalisme, une alternative au système est vitale pour la défense des valeurs intangibles de la gauche. En politique, dernier exemple en date: Prévoyance 2020. Comme souvent, la droite a opté pour la bonne stratégie en plaçant un socialiste à la barre d'un système à réformer (selon elle bien entendu). On l'a déjà vu, par exemple avec le duo socialiste Leuenberger-Rey pour réformer les PTT, cette stratégie anesthésie la résistance à

gauche. Pour stimuler l'esprit de lutte des camarades, une gauche alternative a son rôle à jouer.

Idem pour le syndicalisme. Les grandes entreprises ont su manœuvrer afin de réduire la capacité des grands syndicats. A la Poste, la direction a pu imposer une fusion des syndicats de branche, avec comme résultat, une baisse drastique de l'identification à la cause et du taux de syndicalisation. Dans les années 90, environ 80% des postiers étaient syndiqués. Actuellement plus que 25% environ. Les syndicats partenaires de l'entreprise, et défenseurs de la Paix du travail, perdent chaque année des membres. L'unique syndicat «hors

système» de la poste, le **Syndicat Autonome des Postiers**, est le seul à voir croître ses effectifs. En versant plus d'un million par année par syndicat partenaire, la Poste a su rendre

Le couteau sous la gorge, ceux-ci se voient contraints d'accepter de signer n'importe quelle convention.

ces derniers dépendants de l'entreprise. Le couteau sous la gorge, ceux-ci se voient contraints d'accepter de signer n'importe quelle convention collective, sous peine de se voir privés

de ce montant devenu nécessaire à leur fonctionnement. Lors de l'acceptation de la dernière convention collective, Syndicom avouait qu'il n'avait pas les moyens de s'y opposer.

Un renforcement d'un syndicalisme hors système a déjà fait ses preuves. Mais pour cela, il faut lâcher les stylos et le micro pour enfiler les gants de boxe. Dans le canton de Vaud, le Syndicat autogéré inter-professionnel SAIP, a obtenu de belles victoires dans le secteur des soins hospitaliers et à domicile, sans être partenaire de la convention collective, avec des moyens de lutte non conventionnels.



Le coup de rouge de Dédé | Vent d'hypocrisie

Dédé – Arrivant au sommet de l'alpage, les sonnailles m'accueillent dans l'air frais du matin. Tout à mon effort, je ne remarque pas immédiatement que les bovins sont affublés d'un casque de chantier, percé de deux trous pour les cornes. La scène atteint le paroxysme de l'absurde lorsque Marius débarque en courant, lui-même casqué. Me tendant alors le Nouvelliste, il désigne un article établissant la liste des lieux sensibles susceptibles de s'effondrer ou de glisser sous la pression des éléments naturels en Valais. « Mieux vaut prévenir que guérir » clame-t-il en désignant son cheptel.

Arbres arrachés, torrents de boue, routes coupées, les Alpes ont eu leur lot d'intempérie durant cet été 2017. Le loup grison a d'ailleurs vu son biotope complètement détruit à Bondo. Selon nos dernières informations, il se dirige actuellement vers la Planta pour fuir ces ravages et demander le statut de réfugié climatique.

Des scientifiques prédisent que le recul des glaciers et le réchauffement du permafrost augmenteront la fréquence et l'importance des éboule-

ments et des laves torrentielles dans le massif alpin. Mais notre pays, à la pointe de la technologie, possède un système constitué de radars et d'appareils optiques parmi lesquels des webcams permettant de prévenir certaines catastrophes. Les habitants de Saas-Grund peuvent d'ailleurs remercier cet ingénieux dispositif.

Les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélémy, ravagées par Irma, sont réputées pour leur tourisme de luxe. Nul doute que les riches propriétaires pourront réaménager leurs villas sans trop de soucis. A l'inverse, dans une indifférence quasi générale, au moins

Nul doute que les riches propriétaires pourront réaménager leurs villas sans trop de soucis.

un millier de personnes sont mortes en Asie du sud-est après les pluies torrentielles provoquant des inondations massives il y a quelques semaines.

Force est de constater que les plus pauvres sont malheureusement les plus vulnérables face aux catastrophes naturelles, amplifiées par le



changement climatique en cours. Ils subissent de plein fouet l'impact de ce changement, sans en être responsables car ce sont les pays développés qui produisent le pourcentage le plus élevé des émissions de gaz à effet de serre.

Le capitalisme à l'occidental, exportant son modèle tout azimut, porte donc une lourde responsabilité dans le dérèglement climatique. Et tant que les élites ne remettent pas en cause ce modèle économique et prétendent que des contraintes techniques freinent les possibilités pour lutter contre le réchauffement climatique, l'hypocrisie soufflera en rafales.

Remettre en cause ce système suppose d'assurer le primat du politique sur l'économique et réfléchir à un mode de développement alternatif. Mais est-ce une volonté des grandes puissances? On peut en douter en écoutant le pantin à cheveux jaunes lorsqu'il parle des Accords de Paris, néfastes soi-disant aux Etats-Unis.

Là-bas sur la colline, croula la villa de vacances du Président. Le vent et la pluie d'Irma s'étaient unis pour l'arracher. Mais Donald, d'un cœur vaillant et à coup de gros dollars puants, reconstruira son palace, plus beau qu'avant.



Chronique des Jeannes |

On ne prend toujours pas les femmes au sérieux



Huguette Junod

– Les femmes ont beau avoir obtenu tous les droits (en Occident), pu se former dans toutes les disciplines et

occuper tous les postes et toutes les fonctions, elles ne sont toujours pas prises au sérieux.

– Quand j'étais étudiante, j'avais lu le rapport d'une enquête américaine sur l'évaluation de profs d'université. On avait soumis à un échantillon test des copies identiques, mais l'une était signée par une femme et l'autre par un homme. Systématiquement, celles des hommes recevaient des

remarques élogieuses et obtenaient une bonne note, alors que celles des femmes étaient jugées moyennes et obtenaient une moins bonne note. J'étais déjà sensibilisée au sexisme, mais ce rapport m'avait abasourdi. Comment pouvait-on juger un travail selon le sexe de son auteur?

– Pendant la campagne PLR pour le poste que laisse Didier Burkhalter, plusieurs politiques et médias se sont employés à affaiblir la candidature d'Isabelle Moret, en prétendant notamment qu'elle ne maîtrise pas bien ses dossiers. Or chaque fois que je l'ai entendue en défendre un, lors d'émissions politiques comme Infrarouge, j'ai trouvé au contraire

qu'elle les maîtrisait parfaitement, qu'elle était claire et convaincante. Sournoisement, d'aucuns insinuent qu'il lui serait difficile de concilier sa vie de mère de famille et celle de conseillère fédérale. C'est en effet la première fois en Suisse qu'une femme brigue cette fonction en ayant de jeunes enfants (deux). A nouveau, on renvoie la femme à sa fonction de mère, de reproductrice. « Qui gardera les enfants? » avait dit Fabius quand Ségolène Royal s'était déclarée candidate pour la présidentielle. On ne se pose pas ce genre de questions pour Alain Berset, qui a 3 jeunes enfants...

– On apprendait récemment que deux femmes dirigeant une PME ont

inventé l'existence d'un homme, qui signe les courriels adressés à leurs clients. Du coup, les réponses sont devenues plus rapides, plus conciliantes, plus respectueuses, soudain, leurs propositions étaient prises au sérieux. Cette anecdote est caractéristique. C'est comme si, en dehors du foyer, les femmes n'étaient pas « à leur place ».

– Le pire est que les femmes ont intégré cette dévalorisation. Elles refusent souvent les sollicitations des journalistes, ne se croyant pas capables de répondre, alors qu'un homme ne refuse jamais!

– Bref, il y a encore bien du pain sur la planche!

Actualité

Barbara Lanthemann – Le centre de détention de Granges n'en finit pas de faire couler de l'encre. Voilà bientôt dix ans, un premier rapport accablant décrivait les lieux de manière passablement critique. Faut-il rappeler ici que ces « détenus » ne sont

Il aura fallu huit ans pour installer une paroi qui isole les toilettes de la cellule! Bel exploit!

coupables d'aucun délit, si ce n'est de ne pas avoir obtenu de droit d'asile et d'attendre un renvoi? En 2010 déjà, on signalait que les détenus étaient logés dans des cellules doubles équipées de toilettes à la turque et ne bénéficiaient donc d'aucune possibilité de s'isoler ni d'espace intime. On relevait aussi que la promenade était limitée à 3 heures par jour dans un espace étroit et que le séjour en cellule dépassait les 20 heures par jour.

En septembre 2016, les détenus du centre de Granges envoyaient une pétition à la commission de justice pour faire état des nombreux problèmes rencontrés. Et là, oh surprise, on constate avec étonnement (ou si peu) que rien n'avait changé! La visite des membres de la COJU à Granges a malheureusement conforté ce constat. 8 ans après le rapport de la commission nationale de prévention de la torture, rien n'avait changé. Même le rapport de 2012, constatant déjà qu'aucune recommandation proposée en 2008 n'avait été respectée, n'a pas semblé inquiéter les responsables.

Il semblerait qu'entre la visite de la COJU d'octobre 2016 et celle toute récente, quelques changements aient eu lieu. Des améliorations essentielles pour le respect de la dignité de ces personnes. Il aura fallu huit ans pour installer une paroi qui isole les toilettes de la cellule! Bel exploit!

Le Conseiller d'Etat Favre s'est permis une intervention que je qualifie de grotesque. Il faudra, dit-il, choisir entre la construction d'un nouveau centre de

détention conforme, ou une école. Ce chantage à demi couvert est inadmissible! Vivons-nous dans une société où les êtres humains appartiennent à des classes supérieures et inférieures, où les priorités doivent être fixées selon le rang social ou l'origine? La dignité humaine est-elle applicable selon des critères différents, selon que l'on soit résident ou requérant d'asile? Cette appréhension des priorités est indigne de notre Etat de droit,

contraire à toutes les valeurs humanistes que nous défendons.

Une pétition circule en ce moment pour une action urgente dans le cas d'un requérant togolais détenu à Granges en grève de la faim et dont la santé est en danger. Fallait-il que la société civile s'insurge et qu'une interpellation urgente au Grand-Conseil arrive sur le bureau du Conseil d'Etat pour obtenir une réaction appropriée? Assigné à résidence et hospitalisé,

Kossi Parfait Siabi avait entamé une grève de la faim depuis le 21 août 2017, préférant mourir en Suisse plutôt que sous la torture dans son pays. Les années oskar auront laissé un goût amer à toutes celles et ceux qui espèrent un Valais respectueux des droits humains. On ose espérer que l'ère qui s'ouvre annonce autre chose, parce que dans libéral, il y a la racine d'un mot que nous chérissons toutes et tous, LIBERTÉ!



Le coup de griffe

AU ROYAUME DES FUTITES

Bernard Attinger – Généralement les fuites du Conseil Fédéral ont lieu à la veille d'un week-end pour profiter aux journaux du dimanche...

La dernière arrive exceptionnellement au milieu de la semaine et sort du département de la défense, celui qui est sensé se et nous protéger des espions de toutes sortes. On sait que le secret militaire a toujours été bien gardé avec comme exemple les petits panneaux interdisant de photographier des ouvrages militaires tout en montrant bien depuis où on avait la meilleure vue et la meilleure possibilité de faire une photo efficace.

Quand je m'occupais de la construction d'un abri pour le gouvernement, on avait dû changer les clés des bureaux et on devait couvrir les plans sur les tables à dessin pour les protéger d'éventuels espions qui auraient pu le photographier par la fenêtre... Pendant ce temps le satellite russe passait tous les jours au dessus du chantier et pouvait photographier le plan des murs avant chaque coulée de dalle.

Ces jours-ci c'est le rapport, à l'intention du Conseil Fédéral, sur les projets de défense aérienne qui sort dans la presse avant d'arriver au dit Conseil.

La question qui se pose est de savoir si on peut vraiment, et encore, faire confiance à une armée et son département, qui ne sont pas capables de garder un secret? Que l'on donne directement nos plans de défense à notre ennemi "rouge"! Ils sont déjà tellement incompetents en matière d'informatique que leurs projets foirent, ou sont incompatibles entre eux, et c'est Eux qui devraient nous protéger des cyber-attaques.

On peut leur faire confiance, ils donnent la preuve de leur efficacité par l'acte et ne parlons pas du rapport qualité-prix.



Info PSVR | Une initiative novatrice du PSVR à ne pas manquer !

Samedi 16 septembre, lors d'un congrès extraordinaire, le PSVR invitait, à l'initiative du groupe de travail dirigé par Katia Chevrier, ses membres à une démarche novatrice, une première dans ce canton: la co-construction d'un projet pour le territoire valaisan.

Le congrès se déroulait à Sion, sur le Campus de la HES-SO. La section socialiste de Sion, en charge de l'organisation de cette journée, n'a pas lésiné sur les moyens pour donner à l'événement un cadre de qualité. Le

La section socialiste de Sion, en charge de l'organisation de cette journée, n'a pas lésiné sur les moyens pour donner à l'événement un cadre de qualité.

souper lui aussi aura connu un vif succès, puisqu'un peu plus de 50 personnes sont restées pour apprécier l'excellent repas préparé par l'équipe de l'auberge «le temps de vivre» des Mayens-de-Chamoson. Cet établissement occupe des personnes béné-

ficiaries de l'aide sociale, résidant en Valais ou issues de la migration, engagées dans un processus d'insertion socioprofessionnelle.

La première partie du congrès extraordinaire donnait la parole au représentant du conseil communal de Sion, en l'occurrence notre camarade Florian Chappot, puis au président de la section de Sion, David Evequoz, pour accueillir enfin l'ancienne Conseillère fédérale Ruth Dreifuss. La première femme élue Présidente de la Confédération lançait un vibrant hommage à la Solidarité, valeur qui nous ras-

semble plus que toute autre et qui, comme notre camarade l'a si bien dit, n'exclut personne. Et de terminer son discours sur une belle note d'encouragement aux nombreuses et nombreux camarades présent_es pour la suite du programme.

Deux heures plus tard, les participant_es se retrouvaient à la salle du Congrès pour suivre le bouillant Mathias Reynard dans un discours engagé et militant. Le conseiller national n'a pas mâché ses mots face à cette droite dure qui sévit au Parlement fédéral et qui s'en prend sans

le moindre vergogne aux assurances sociales et au monde du Travail. 60 heures de travail hebdomadaire, voilà l'objectif visé par le PLR et l'UDC, une attaque en règle contre les travailleurs appelée flexibilisation...

Après avoir évoqué le programme pour les élections fédérales 2019 et le groupe de travail PSVR-SPO, tout ce beau monde se dirigea vers les sept salles réparties sur le campus de la HES-SO, pour des ateliers animés par un membre qui avait au préalable participé à une matinée de formation.

Les sept groupes, au nombre de dix chacun, répondaient ensuite à douze questions par un seul mot, ou commentaient une photographie choisie en fonction d'une question.

L'initiative a réellement soulevé un bel enthousiasme. La participation fut active et engagée, les discussions ouvertes. Parmi les participant_es, jeunes et moins jeunes, membres et élu_es, hommes et femmes, un panel de diversité qui réjouira les initiatrices et initiateurs du projet, agréablement surpris d'une tel engouement.

La suite de ce programme se décline ainsi:

– 21-22 octobre à Sierre: **séminaire**



Katia Chevrier, responsable du projet et animatrice d'un atelier.

- avec les animateurs et animatrices + un_e représentant_e de chaque groupe du Congrès
- 11 novembre à Sion: **enrichissement du projet** par une cinquantaine de militant_es volontaires.
 - Fin 2017: **formalisation du projet** par animateurs et animatrices.

La Solidarité, valeur qui nous rassemble plus que toute autre et qui, comme notre camarade l'a si bien dit, n'exclut personne.

- Fin 2017 – début 2018: **validation du projet** par le Comité directeur.
- Congrès de 2018: **approbation du projet** par les militant_es.

Au-delà de l'initiative, ce projet pour le territoire valaisan est un exemple concret de ce que peut être la démo-

cratie participative, pour un parti qui se veut proche des citoyennes et des citoyens, sans accorder de privilèges à telle ou telle catégorie de gens, nous voilà exactement là où nous devons être: dans le concret, sur le terrain, parmi les Gens!

Il faut ici remercier les animatrices et animateurs qui avaient déjà consacré une journée à la préparation de ces ateliers, et qui poursuivront leur engagement tout au long de cette initiative. Et redire une fois encore qu'à l'origine de ce projet, la vice-présidente du PSVR Katia Chevrier, présidente du groupe politique au sein du PSVR, a fait preuve d'une force créatrice épataante. Le travail que nécessite une telle entreprise n'est pas négligeable, le parti socialiste du valais romand ne peut que se réjouir de compter dans ses membres des personnes prêtes à investir du temps et de l'énergie à la mise en place de projets novateurs.



PHOTOS: INGRID MATTMANN



Le vengeur masqué

Christian Constantin et Mgr Lovey sont fâchés. Très fâchés!

Pas forcément pour les mêmes raisons, mais l'objet du courroux est le même.

Le premier pourrait l'être à cause des résultats du FC Sion. Se faire éjecter de la coupe Suisse par un beaucoup plus petit, tout de même, ça vous la laisse en travers. En plus, semblerait que certains ne veulent pas de lui dans le team pour les JO. Ça pourrait nuire à l'image, un promoteur dans le top ten, c'est un peu comme Jean-Marie Fournier et la Lex Weber, ça fait effet contraire.

Le second pourrait s'inquiéter des scandales à répétition au sein de son personnel. On n'en finit pas de parler de ces curés qui aiment beaucoup trop

les petits enfants, un peu comme s'ils n'avaient pas tout à fait compris le texte de l'évangile. Et puis les finances de l'église ne sont pas au beau fixe, impossible de renchérir le montant de la quête.

Non, l'objet de la colère est ailleurs.

Les député_es du Grand-Conseil ont décidé qu'on devait pouvoir ouvrir les commerces deux dimanche de plus par année.

Le dimanche c'est jour de match, et vu les résultats, y'a toujours moins de monde à Tourbillon.

Et le dimanche, c'est le jour du seigneur. Et vu les votes au parlement, y'aura toujours moins de monde à la messe du dimanche.

Le peuple.vs sur internet

Le site www.lepeuplevs.com contient les archives de votre journal depuis 2013.

Il vous permet également de lire l'édito des deux derniers numéros parus, soit celui du 25 août et celui du 8 septembre.

NOUVEAU! Sous l'onglet « Blog », vous pourrez désormais lire des articles consacrés à différents sujets, et les commenter! Ce blog est conçu pour vous, alors à vos claviers!

Bien entendu, le meilleur moyen de soutenir le Peuple.vs est de vous abonner!

Pour cela, il vous suffit simplement de vous rendre sur l'onglet « Abos » et de remplir le formulaire. Le prix est de 90 francs par année pour 20 à 25 numéros.

Comme pour tout journal d'opinion, il est également possible de souscrire à un abonnement de soutien au prix de 120 francs.

Autre moyen pour un soutien efficace et apprécié, la publicité. Nos tarifs sont accessibles à toute petite (ou grande) entreprise qui souhaite atteindre un public large et diversifié.

Les conditions se trouvent sous l'onglet « Pub », ou peuvent être demandées par mail à l'adresse redaction@lepeuplevs.ch, ou encore par téléphone au 079 773 31 23.



Rendez-vous donc, aussi, sur la toile!

LA POSTE

JAA CH-1950 Sion 1

le peuple.**vs**



CONCOURS

Solution au concours du numéro 98 du 8 septembre 2017: Le funiculaire de Giessbach, dans le canton de Berne, inauguré en 1879.

Le gagnant du jeu est *Bernard Solioz*. Il recevra le roman de Alix Ohlin, *Inside*, aux éditions Gallimard, offert par la librairie « Des livres et moi » de Martigny, que nous remercions pour sa générosité.

Aujourd'hui, **DEVINETTE**:

Avec quelle journaliste suisse la première femme violoniste admise comme membre attitrée de l'orchestre philharmonique de Berlin, sous la direction de Herbert von Karajan, a-t-elle suivi ses études au collège de Sion?

Les réponses doivent nous parvenir au plus tard le **vendredi 29 septembre 2017** par courrier électronique à l'adresse: redaction@lepeuplevs.ch, par voie postale à Barbara Lantheman – PSVR – Rue de Conthey 2 – 1950 Sion.



MÉMENTO 2017

>> **1^{er} octobre 2017** <<
SIERRE | RESTAURANT LE BOURGEOIS | 19 H
Sortie Fédération socialiste de Sierre

>> **11 octobre 2017** <<
SION | MAISON DU PEUPLE | 19H
Comité directeur

>> **14 octobre 2017** <<
OLTEN
Assemblée des délégués

>> **24 septembre 2017** <<
Votations fédérales

Bimensuel – 5^e année | www.lepeuplevs.ch | **Rédaction:** Barbara Lantheman – PSVR – Rue de Conthey 2 – 1950 Sion – redaction@lepeuplevs.ch | **Abonnement annuel:** CHF 90.– | **Abonnement de soutien:** CHF 120.– | **Abonnement pour les membres JSVR:** CHF 50.– | **Tarifs de publicité:** CHF 200.– (1/8 page) / CHF 400.– (1/4 page) / CHF 800.– (1/2 page) / CHF 1600.– (page complète) | **Administration et publicité:** Le Peuple.VS – Rue de Conthey 2 – 1950 Sion – M 079 443 76 41 – abonnement@lepeuplevs.ch – publicite@lepeuplevs.ch